

## **Mouvements sociaux et renouvellement de la démocratie**

Paul-R. Bélanger et Jean-Pierre Deslauriers

Volume 3, numéro 1, printemps 1990

Mouvements sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301066ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301066ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bélanger, P.-R. & Deslauriers, J.-P. (1990). Mouvements sociaux et renouvellement de la démocratie. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 21–28. <https://doi.org/10.7202/301066ar>



# Mouvements sociaux

---

## Mouvements sociaux et renouvellement de la démocratie

*Paul-R. BÉLANGER*

*Université du Québec à Montréal*

*et Jean-Pierre DESLAURIERS*

*Université du Québec à Chicoutimi*

L'intérêt majeur de l'étude des mouvements sociaux provient sans aucun doute de la multiplicité des questionnements qu'ils suscitent. Questionnement théorique, bien sûr: si la notion de mouvement social doit accéder au statut de concept théorique, elle doit être définie dans des termes tels qu'ils permettent de discriminer les différents types de conduites collectives comme les groupes de pression, la déviance ou le communautarisme. Questionnement aussi sur la nature des sociétés contemporaines: les formes spécifiques de domination sociale, la base sociale et l'importance de ces nouveaux acteurs que sont les mouvements sociaux, leur rapport aux classes sociales et aux partis politiques, les enjeux qu'ils soulèvent, le défi qu'ils posent aux pratiques sociales institutionnalisées, leur efficacité dans la transformation des sociétés, voilà autant d'interrogations qu'ils soulèvent. Cependant, si les questions sont nombreuses, les réponses n'ont pas encore la netteté désirée: en fait, le débat ouvert par le mouvement social nous oblige à réconcilier nos modèles d'interprétation et à réfléchir sur nos pratiques sociales.

Les excellentes contributions présentées dans ce dossier, y compris l'entretien sur le syndicalisme, nous invitent à identifier sommairement trois

principales dimensions des mouvements sociaux. D'abord, les formes de domination apparaissent la dimension la plus criante, et elles renvoient à la nature du pouvoir, aux lieux où il s'exerce et à la base sociale des mobilisations. Cette première incursion dans le champ des mouvements sociaux nous amène ensuite à considérer l'univers du travail et à nous demander si les «nouveaux» mouvements sociaux chassent les «anciens», et le mouvement ouvrier en particulier. Enfin, nous esquisserons les enjeux proposés par les mouvements sociaux: ne sont-ils que des indicateurs des problèmes sociaux, des messages porteurs de nouvelles sensibilités, et leur efficacité n'est-elle que symbolique?

## **FORMES DE DOMINATION ET MOUVEMENTS SOCIAUX**

Les sociétés occidentales portent la marque d'un phénomène social déterminant dans leur histoire: les rapports d'exploitation capitaliste et la culture de classe qui déterminent les comportements et les attitudes dans tous les secteurs de la vie sociale. Toutefois, la situation est en train d'évoluer. D'une part, cette culture de classe s'est largement dissoute sous la pression de formidables mécanismes d'intégration culturelle que sont les systèmes d'éducation et d'information; d'autre part, la classe dominante se caractérise non plus par la seule accumulation mais aussi par le contrôle «planifié» de toutes les ressources de la société dont la connaissance et les modèles culturels. Maheu et Descent décrivent bien ce phénomène d'élargissement et d'approfondissement du contrôle social par les grands appareils économiques et politiques.

Si l'on accepte ces transformations structurelles, il en découle une multiplication de sujets sociaux définis par les divers rapports de domination ou encore par le domaine de l'existence individuelle ou collective soumis à ces rapports de domination. Deux phénomènes simultanés résultent de ces transformations: la consommation de masse de biens ménagers a imposé graduellement un mode de vie: loisirs, vie de banlieue, famille nucléaire; puis, les mouvements sociaux ont imposé l'accès universel à la consommation des services de santé et d'éducation. Dans tous les cas, la démocratisation s'est soldée par l'intégration dépendante caractérisée par le monopole des connaissances scientifiques et techniques, et du pouvoir de décision par les technocrates d'un côté, et la consommation individuelle de l'autre. C'est pourquoi, comme le rappellent Maheu et Descent, les grands appareils sont incapables de s'auto-contrôler ou d'auto-corriger leur trajectoire: lorsqu'un problème se pose, l'appareil ne peut réagir autrement qu'en développant de nouvelles technologies et en contrôlant davantage les décisions, ce qui accentue les rapports de domination. Un exemple simple suffira: devant la

mortalité liée aux conditions socio-économiques, l'appareil hospitalier met au point de nouvelles technologies de réanimation plutôt que d'intervenir sur l'alimentation ou sur la fréquentation des services de santé.

Cette situation pose la question de la constitution même des acteurs sociaux. Comment se fait-il que les demandes d'accessibilité aux biens économiques et sociaux formulées sur le mode providentialiste (on s'occupe de vous, vous consommez) se transforment en demandes de contrôle sur les ressources et sur les décisions, en contestation des rapports de domination (Bélanger, 1988)? Cette question est centrale et plusieurs hypothèses peuvent être avancées.

Nicole Ollivier souligne à juste titre que l'individualisme croissant, produit par les transformations sociétales, recèle deux tendances: l'une conduit au narcissisme, individuel et collectif, et au repli sur soi au nom d'intérêts hyperspécialisés; l'autre, au contraire, favorise la formation d'identité nouvelle et développe la capacité d'autonomie. Si la seconde interprétation est retenue, ce processus d'individuation remet en question les rapports de domination fondés sur l'intégration passive et dépendante, de même que l'autorité des spécialistes sur les consommateurs.

Melucci prolonge cette interprétation en faisant remarquer que de plus en plus, les systèmes complexes ont besoin de l'autonomie accrue des individus pour fonctionner. En effet, les sociétés consacrent davantage de ressources à l'éducation, à la culture et à la formation afin que chacun puisse s'acquitter non seulement de sa tâche occupationnelle, mais aussi augmenter ses capacités de citoyen, de consommateur, d'utilisateur de biens sophistiqués telle que l'informatique. Il est devenu crucial d'intégrer tous les individus dans une citoyenneté active. Mais en même temps, ces systèmes modernes doivent maintenir une intégration forte et continuer de contrôler le comportement individuel. En d'autres termes, la marginalité ou l'exclusion de certaines catégories sociales représentent une menace, pour le fonctionnement des systèmes qui se priveraient ainsi de ressources humaines qu'ils devront autrement supporter. Par contre, une plus grande autonomie des individus constitue elle aussi une menace car elle est source de revendications de pouvoir. Ainsi se dessine la contradiction des sociétés modernes: l'autorité et la dépendance typique de l'État-providence doivent céder du terrain au pouvoir et à l'autonomie des personnes.

Melucci donne plusieurs exemples de cette exigence contradictoire. Ainsi, le mouvement des femmes s'est développé au moment où l'accès à l'éducation et au marché du travail avaient permis une présence dans des activités publiques d'où elles avaient été exclues. Certaines politiques sociales favorisent la promotion des femmes en même temps qu'elles

maintiennent certaines formes de discrimination et de subordination. La lutte contre les inégalités et l'exclusion fondées sur le sexe a été amenée par les femmes qui à la fois avaient accédé à l'éducation supérieure, au marché du travail et à la participation politique et en même temps qu'elles subissaient les limites de cette participation en raison des prérogatives du pouvoir mâle.

Ainsi, les mouvements sociaux sont nourris par des groupes ayant acquis une relative autonomie, s'étant forgé une certaine individualité collective, possédant des ressources culturelles, économiques et sociales, mais à qui est refusée la pleine autonomie et participation. L'article de Jean-François René sur les jeunes est exemplaire à cet égard; la jeunesse est plurielle, conclut-il, car la fraction dont les ressources sont faibles tend à se retirer dans la marginalité ou la déviance, alors que celle plus scolarisée se rallie autour d'enjeux sociaux (écologie, féminisme, nation) et expérimente de nouvelles valeurs. Le système demande aux jeunes de s'instruire et d'acquérir le maximum d'autonomie en même temps qu'il leur refuse des emplois, la participation politique et la reconnaissance de leur culture.

## **SUR LE TRAVAIL ET LE MONDE OUVRIER**

Ces analyses des mouvements sociaux nous amènent à remettre en question les interprétations devenues classiques et soutenant que le mouvement ouvrier comme ancien mouvement social est en voie de disparition. Touraine *et al.* (1984: 18-23) définissent le mouvement ouvrier comme l'action collective organisée par laquelle les ouvriers ou une partie d'entre eux mettent en cause la gestion sociale des ressources économiques et culturelles, la domination qu'exercent les détenteurs de capital sur l'ensemble de la vie sociale et culturelle. Le mouvement ouvrier serait en déclin, d'une part parce qu'il restreint l'action syndicale à la négociation collective et à l'élaboration de stratégies visant à influencer la politique économique, et d'autre part parce qu'il cède le pas aux nouveaux mouvements sociaux.

Plusieurs observateurs ont insisté sur ce déclin du mouvement ouvrier, et l'essentiel de leur argumentation peut se résumer ainsi. Depuis l'après-guerre, l'action ouvrière s'est institutionnalisée: le syndicat reconnaît les droits de gérance du patronat sur les décisions concernant les investissements et l'organisation du travail en échange d'une reconnaissance de son rôle dans la revendication salariale. Sous le couvert de ce compromis s'est généralisé le taylorisme et ensuite le fordisme; en effet, l'autorité patronale sur l'organisation du travail n'est plus limitée que par la seule définition négociée des postes précis de travail et des règles de l'ancienneté régissant leur attribution. Cette division du travail a concentré les décisions économiques et techniques dans la tête des ingénieurs et des managers, et l'exé-

cution dans les mains et gestes des exécutants déqualifiés. En somme, le rapport social de travail était accepté en échange d'une progression continue du niveau de vie. Cette période fut dominée aussi par l'idéologie du progrès, de la croissance et du développement économique, et il est normal alors qu'on ait parlé de société de consommation, de mode de vie et d'aspirations centrées sur la vie privée, de faible participation politique, etc.

Ce compromis institutionnalisé a été remis en question au début des années 70 pour deux raisons principales: la division du travail poussée à l'extrême risquait de devenir de plus en plus contre-productive parce que la mécanisation était de plus en plus coûteuse, les contrôles de plus en plus onéreux, alors que le savoir-faire des exécutants était inutilisé; ensuite, les luttes ouvrières et populaires indiquaient le refus du salaire comme équivalent général, le refus d'être considéré comme force de travail échangée au meilleur prix, et la montée des aspirations à plus d'autonomie, d'initiative et de responsabilités.

Ce qu'il faut retenir ici, c'est que le travail et le non-travail sont soumis à des formes équivalentes de domination: dans les deux cas, les appareils technocratiques imposent leur rationalité et modèlent les individus. Si notre raisonnement est correct et nos observations exactes, les mêmes transformations structurelles alimenteraient le mouvement ouvrier et les nouveaux mouvements sociaux, et l'on retrouverait dans les deux secteurs la même demande d'autonomie. Dans le monde du travail, cette aspiration se traduirait par la montée des revendications portant sur l'organisation du travail et la reconnaissance professionnelle. Dans l'entrevue accordée à la revue, Monique Simard a insisté avec force sur la transformation des revendications syndicales. Les exemples qu'elle a donnés portent davantage sur la situation particulière des travailleuses sociales et des infirmières, où, il est vrai, le professionnalisme est mis à l'épreuve. Elle reconnaît par ailleurs que la négociation et le modèle de convention collective inscrits dans le compromis fordiste expliquent en partie l'incapacité des centrales syndicales à défendre les aspirations des travailleurs et travailleuses à l'autonomie; ainsi pourrait s'expliquer la formation d'un syndicat d'infirmières indépendant. Autre exemple: dans son article, Daniel Turcotte envisage le changement dans l'organisation des services sociaux comme pouvant provenir de la pression des organismes alternatifs, mais sans faire appel à son organisation syndicale. Les réflexions de Mme Simard indiquent clairement que le modèle institutionnalisé depuis les années 40 doit être renouvelé.

Il n'est pas exagéré de penser que les préoccupations de Monique Simard s'étendent à l'ensemble des situations de travail ou des catégories de travailleurs et travailleuses, comme l'a révélé par la suite le congrès de la CSN. Par contre, est-ce que le syndicalisme de proposition auquel elle

fait allusion remettra en cause le mode de gestion sociale du travail, de la production et de la société? Il n'est pas suffisant d'observer que certaines conditions sont favorables à une remontée du mouvement ouvrier ni de constater certaines convergences objectives. Le renforcement de l'individualité peut être détourné vers l'individualisme à la suite de certaines initiatives patronales; les revendications professionnelles peuvent conduire au néo-corporatisme. De plus, si l'on suit le raisonnement de Melucci, à savoir que les groupes sociaux les plus susceptibles de se mobiliser sont ceux qui subissent à la fois des pressions à l'autonomie et en même temps des contraintes à la subordination et à la soumission, il faudra analyser de près les catégories de travailleurs les plus exposés à cette contradiction.

Offe (1985) ne porte pas un jugement aussi définitif que Touraine (1984) sur le déclin du mouvement ouvrier. Son renouveau tient cependant à plusieurs conditions qui, selon lui, permettraient une alliance des nouveaux mouvements sociaux et du mouvement ouvrier. Il insiste en particulier sur l'ouverture des organisations ouvrières traditionnelles aux nouvelles classes moyennes, aux jeunes, aux femmes, et aussi aux sans-emploi, c'est-à-dire les catégories sociales rejointes par les nouveaux mouvements sociaux, et sur une commune remise en question de la philosophie productiviste traditionnelle de la croissance économique, non pas refus de croissance et de progrès mais élaboration de nouveaux critères. Cette position est proche de celle de Lipietz (1989) qui soutient que la solution au compromis fordiste devra réunir tous les mouvements sociaux et s'articuler autour de trois thèmes: l'autonomie des individus et des groupes, la solidarité entre groupes et individus, et l'écologie comme principe des rapports entre la société, le produit de son activité et son environnement. De ce point de vue, l'article de Daniel Turcotte est intéressant en ce qu'il plaide pour une liaison plus étroite entre les travailleurs du secteur étatique et ceux du secteur communautaire. Ces dernières remarques nous conduisent à examiner les enjeux véhiculés par les mouvements sociaux.

## LES ENJEUX DU CHANGEMENT

Les mouvements sociaux ne sont pas des partis politiques, ils ne visent pas la conquête du pouvoir de l'État, comme le rappellent Maheu et Descent. On pourrait même préciser qu'ils existent justement parce que les partis sont incapables de traduire les demandes exprimées par les mouvements sociaux; par contre, les mouvements sociaux disparaissent s'ils sont inféodés à un parti au pouvoir (l'exemple courant est celui du mouvement ouvrier en URSS mais pensons aussi au mouvement national pendant la période du Parti québécois au pouvoir).

Car les mouvements sociaux, comme l'affirme Melucci, portent une pluralité de significations et d'objectifs: luttes contre les inégalités économiques liées à la discrimination sexuelle ou nationale, luttes pour la participation ou l'égalité politique et sociale des exclus, contestation du mode de gestion des ressources de la société, contestation du pouvoir et des fins qui se cachent derrière les procédures techniques et la rationalité instrumentale. Les effets politiques les plus évidents sont l'apparition de nouvelles élites formées dans les mouvements sociaux, des décisions politiques qui reconnaissent la légitimité de certaines de leurs revendications, et la mise sur pied d'agences pour traiter les problèmes soulevés par les mouvements sociaux. Cette influence politique est toujours limitée mais néanmoins considérable si l'on songe par exemple à la question nationale, à l'environnement ou au mouvement des femmes. De plus, les partis politiques entendent le message des mouvements sociaux.

Mais les mouvements sociaux ne s'épuisent pas dans leurs effets politiques. Au contraire, leur action collective constitue une lutte permanente de désinstitutionnalisation, une remise en cause des compromis au nom de nouvelles valeurs et de contre-pouvoir qui exige des ressources économiques et culturelles de la société. Les nouvelles orientations des divers mouvements sociaux contestent le modèle hégémonique fondé sur le progrès scientifique, les règles universalistes, la rationalité technique, le progrès social associé à la consommation. Elles y opposent l'autonomie, la différence, l'identité, la satisfaction personnelle, la communication, la participation.

Peut-être faudrait-il conclure plutôt que les mouvements sociaux n'offrent pas de contre-modèle global et unifié. Ils représentent un des pôles d'une tension entre éléments contradictoires, entre exigences nécessaires: il est impossible de choisir entre le progrès technique et la satisfaction des besoins personnels, entre l'intégration et l'autonomie. Les luttes des mouvements sociaux nous indiquent cependant l'existence des problèmes sociaux, la nécessité de nouvelles formes d'organisation sociale, de nouvelles règles du jeu plus démocratiques.

Ils révèlent le caractère irrationnel du modèle dominant et ses multiples effets pervers: destruction de la planète, incapacité d'atteindre ses objectifs en matière d'éducation et de santé, production d'exclusion sociale et économique. En même temps, ils inventent de nouvelles formes d'organisation sociale dans les multiples organisations communautaires qui offrent des services alternatifs. Les mouvements sociaux constituent un autre mode de représentation: ils interviennent directement sur la formation de l'opinion publique à partir des espaces autonomes (organismes communautaires, centres de recherches, etc.). Non seulement ne revendiquent-ils plus que

l'État prenne en charge de nouveaux secteurs, mais ils le font eux-mêmes: ils mettent sur pied de nouveaux services, plus efficaces que les services étatiques et à meilleur coût. Dans cette stratégie offensive, l'expérimentation est l'élément clé d'une stratégie de changement social.

Définir et pratiquer des alternatives concrètes aux modèles institutionnels traditionnels, tenter des expériences porteuses de nouveaux rapports sociaux devient la forme essentielle de militantisme pour tous ceux et celles qui n'entendent plus se limiter au combat politique traditionnel, soit qu'ils le jugent insuffisant, soit même qu'ils y soient devenus totalement indifférents (Viveret et Rosanvallon, 1977:113-114).

Le poids des mouvements sociaux n'est pas aussi grand que les plus optimistes aimeraient qu'ils soient mais il est quand même important: on l'a vu dans les audiences de la Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux. On se rend compte aussi, peut-être confusément, que le pouvoir local a de l'importance et peut ébranler le pouvoir central: de fait, les différents efforts de décentralisation étatique visent à arrimer le central et le local. Par contre, la complémentarité évoquée entre les secteurs étatique et communautaire cache une dure réalité: pour mettre sur pied les services que les politiciens louent en chœur, il faut aux mouvements sociaux une énergie farouche et un combat de tous les instants. Les nouveaux services démarrent malgré l'État, et non grâce à lui, et leur financement est toujours précaire malgré leurs efforts d'autonomisation.

Ces organisations sont des laboratoires d'expérimentation sociale qui veulent faire la preuve qu'il est possible de faire autrement, d'allier productivité et participation, efficacité et différence, modernité et identité. Les mouvements sociaux nous lancent le défi d'agir autrement et de sortir du dilemme étatisation et privatisation. Ils démontrent une capacité à élargir les espaces de liberté, et ils contribuent ainsi au renouvellement de la démocratie.

## Bibliographie

- BÉLANGER, Paul-R. (1988). «Les nouveaux mouvements sociaux à l'aube des années 90», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 1, n° 1.
- LIPIETZ, A. (1989). *Base pour une alternative démocratique*, Paris, SUPREMAP, n° 8910.
- OFFE, C. (1985). «New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics», *Social Research*, vol. 54, n° 4.
- ROSANVALLON, Pierre et Patrick VIVERET (1977). *Pour une culture politique*, Paris, Seuil.
- TOURAINÉ, A., M. WIERVORKA et F. DUBET (1984). *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard.